

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 10/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL LA VILLE ORY

BEAU CHENE
22350 Guitté

Références : GMEK-2025-09-09-1
Code AIOT : 0052203996

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement SARL LA VILLE ORY implanté LA VILLE ORY 22830 Plouasne. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL LA VILLE ORY
- LA VILLE ORY 22830 Plouasne
- Code AIOT : 0052203996
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un élevage porcin de type post-sevrage engraissement, autorisé pour 3360 emplacements de porcs de plus de 30 kg et 192 AE porcelets (960 places post-sevrage).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Fertilisation
- Fuite dans le milieu
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais ⁽¹⁾
2	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	1 mois
5	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	2 mois
8	Ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	15 jours
14	Désaffectation / déconstruction	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
4	Bordereaux de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
6	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
7	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
9	MTD : laveur d'air et fosse à lisier	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 3.2
10	Défense externe contre l'incendie (DECI)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
11	DECI : information SDIS	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 5.3
12	Défense interne contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
13	Installations électriques et registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
15	Forage	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, Annexe II – 3.3.4
16	Compteur d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les effectifs de post-sevrage produits sur l'année 2023-2024, ainsi que la production d'azote 23-24, sont à clarifier. Le plan d'épandage autorisé n'est pas respecté. Le RPP est à fournir avec le PPF. La DECI n'est pas référencée par le SDIS 22. La fosse FO1 est à clôturer et signaler. Le devenir des bâtiments P4, P5 et P6, qui devaient être déconstruits, et de la fosse FO1, qui devait être désaffectée, doivent être communiqués dans un porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricoles située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Sur la DFA 23-24, l'exploitant a inclus dans les effectifs PS les porcelets exportés à 8 kg. Les DFA des années 2022-2023 et 2023-2024 sont par ailleurs correctement remplies.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Veiller à ne pas compter les porcelets exportés au sevrage (environ 8 kg) dans la production de post-sevrage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 2.3
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : RESPECT EFFECTIFS : 3360 places engraissement, 960 places post-sevrage. RESPECT PRODUCTION ANNUELLE : 10 200 porcs charcutiers, 6240 post-sevrage. RESPECT PRODUCTION ANNUELLE AZOTE : 31 856 uN.
Constats : La production sur l'année 2022-2023 a été réduite en raison de travaux de construction de bâtiment. Sur l'année 2023-2024, d'après la DFA : La production de porcelets a été de 15 331. La production de porcs charcutiers a été de 11 571 (possible report de lot 2022-2023). La production d'azote a été de 35 448 uN. Cependant, les porcelets exportés au sevrage (8 kg) ont été comptés dans les effectifs produits PS. Les effectifs réellement produits ne sont pas connus. La quantité d'azote réellement produite qui en découle est également erronée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir les effectifs produits réels par catégorie (PS et PC) pour l'année 2023-2024, avec documents à l'appui. Fournir un tableau avec le calcul d'azote produit en 23-24 avec ces nouvelles données.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
Constats : Non conformité constatée lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 : manque le RPP (relevé potentiel parcellaire) dans le plan prévisionnel de fumure. Le RPP n'est toujours pas présent dans le plan prévisionnel de fumure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir le RPP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Bordereaux de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.
Constats : Les bordereaux sont correctement remplis et cosignés. Les quantités d'azote correspondent à ce qui est déclaré sur la DFA de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'ilot de la déclaration effectuée au

<p>titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p>Constats :</p> <p>Situation autorisée : épandage en propre en totalité. Année 2023-2024 : export de 10500 uN vers 4 prêteurs (situés hors ex-ZES). Plan d'épandage autorisé non respecté. Un dossier d'extension de l'élevage avec mise à jour du plan d'épandage est en cours d'élaboration (examen au cas par cas instruit le 19/08/25).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Respecter le plan d'épandage autorisé, ou déposer un dossier de mise à jour du plan d'épandage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Calcul du 170 kg/SAU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXE III : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.</p>
<p>Constats :</p> <p>22-23 : 94 kgN / ha. 23-24 : 117 kgN / ha.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déclaration GEREP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Émission d'ammoniac</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration GEREP pour 2024 a été correctement remplie par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Ouvrages de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. [...]
Constats : L'ancienne fosse à lisier FO1, qui devait être désaffectée mais sert encore occasionnellement, n'est pas clôturée ni signalée. Les autres fosses sont soit couvertes, soit correctement clôturées et signalées. Pas de fuite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Clôturer et signaler la fosse FO1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : MTD : laveur d'air et fosse à lisier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 3.2
Thème(s) : Élevage, MTD
Prescription contrôlée : [...] Le laveur d'air doit être mis en service sur le bâtiment P8 et le bâtiment P9. La fosse de stockage de lisier, identifiée FO3 doit être couverte.
Constats : Les laveurs d'air ont été mis en place. La fosse FO3 est couverte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Défense externe contre l'incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. [...] Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Présence d'une lagune de 400m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : DECI : information SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.
Constats : La DECI n'est pas référencée dans la base de donnée du SDIS 22. L'exploitant indique que le SDIS est informé et est déjà venu sur site reconnaître la DECI à l'issue de sa réalisation en 2022 ou 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le référencement de la DECI sera vue avec le SDIS. Si nécessaire, l'exploitant fournira au SDIS les informations requises et l'accès à la DECI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Défense interne contre l'incendie (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]
Constats : Le site dispose de 11 extincteurs. La dernière vérification périodique des 11 extincteurs date de décembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installations électriques et registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques [...] et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : L'exploitant tient un registre des risques contenant toutes les informations requises (plan des zones à risque, fiches de données de sécurité, justificatifs des vérifications électriques). La dernière vérification des installations électriques date du 16/04/25.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Désaffectation / déconstruction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation de cet atelier de post sevrage: - Les bâtiments P4, P5 et P6 doivent être déconstruits, - Les bâtiments P1, P2, P3 et P7 doivent être désaffectés, - La Fosse de stockages de lisiers FO1 doit être désaffectée. Dans ce cadre, l'exploitant doit veiller à ce qu'il ne se manifeste aucun danger sur le site d'exploitation, en particulier : tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; les éventuelles cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.
Constats : Les ateliers concernés ont bien été désaffectés. Cependant les bâtiments concernés n'ont pas été déconstruits, et la fosse FO1 n'est pas désaffectée. L'exploitant indique que les bâtiments ne seront pas déconstruits, et que certains pourront servir à installer des panneaux photovoltaïques. La fosse FO1 sert occasionnellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Déposer un porter à connaissance indiquant le devenir des bâtiments P4, P5 et P6, et de la fosse FO1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à prélever par puits prévu sur la parcelle C502, un volume annuel brut de 7 957 m ³ . L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux Ce puits doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment : - les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m ² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ; - un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé [...]
Constats : La tête de forage est sécurisée dans un cabanon en parpaing fermé à clé. Il dispose d'un compteur d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Compteur d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : Le compteur d'eau est relevé tous les 1ers du mois. Le registre des relevés d'eau est consigné dans le registre des risques.
Type de suites proposées : Sans suite